

Ecole: après les promesses de Macron, les syndicats enseignants sceptiques

(), (AFP) -

Emmanuel Macron promet que l'école va changer "à vue d'oeil" dès septembre, avec le remplacement systématique des professeurs absents ou des élèves davantage accompagnés. Mais les syndicats sont sceptiques, faute d'attractivité du métier et de moyens.

"L'Education nationale doit renouer avec l'ambition d'être l'une des meilleures d'Europe", a déclaré lundi soir le président de la République lors de son allocution télévisée. "Dès la rentrée, notre école va changer à vue d'oeil: pour les enseignants qui seront mieux rémunérés, pour les élèves qui seront davantage accompagnés en français, en mathématiques, pour leurs devoirs et pratiqueront plus de sport à l'école, pour les parents qui verront le remplacement systématique des enseignants absents".

M. Macron a ainsi résumé en quelques mots ses ambitions pour l'école.

"Assez vide, sans surprise", pour Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du second degré (collèges, lycées), l'allocution ne comportait "rien de nouveau, si ce n'est la confirmation que le président fait le choix de s'enfoncer dans des annonces qui ne vont pas résoudre le principal problème: la crise d'attractivité de nos métiers".

"Il y a un côté qui relève de la pensée magique", estime Catherine Nave-Bekhti du Sgen-CFDT. Pour Stéphane Crochet, du SE Unsa, "le président ressasse toujours les mêmes choses, avec une vision de l'école assez superficielle".

Concernant la rémunération des enseignants --des annonces sont attendues jeudi--, "le président ne bouge pas d'un iota", regrette Stéphane Crochet, alors que "le Pacte ne devrait pas être très bien reçu". Les syndicats ont claqué la porte des négociations début mars sur cette partie de la revalorisation, conditionnées à de nouvelles missions pour les enseignants.

Les syndicats jugent peu crédible la promesse du "remplacement systématique des enseignants absents". Dans le Pacte, les enseignants devront s'engager sur les remplacements de courte durée dans le second degré.

Pour Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-Unsa, principal syndicat des chefs d'établissements, il faudrait "que l'Etat s'engage à avoir des viviers de remplaçants. Et pour cela, il faut plus de moyens sur la table".

- "Pas réalisable" -

"Comment Emmanuel Macron peut-il arriver à remplacer (les enseignants absents) dès la rentrée, sans plus de moyens et plus de professeurs?", renchérit le président de la fédération d'élèves FCPE, Grégoire Ensel. "Cette promesse n'est pas réalisable".

Ni Emmanuel Macron ni le ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, n'ont abordé le sujet des remplacements en maternelle et élémentaire. Or "on va supprimer des postes à la rentrée, ce n'est pas comme ça qu'on pourra assurer les remplacements", relève Guislaine David, secrétaire générale du Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire.

Les syndicats doutent également que l'école changera beaucoup pour les élèves.

M. Macron a assuré que les enfants seraient "davantage accompagnés en français, en mathématiques, pour leurs devoirs". Une référence à des mesures annoncées en janvier, dont la création à la rentrée d'une heure hebdomadaire de renforcement ou d'approfondissement en français ou en mathématiques en classe de 6e, et la généralisation, toujours en 6e, du dispositif "Devoirs faits", qui permet d'effectuer le travail scolaire au collège.

Mais pour Stéphane Crochet, "ce ne sont pas ces 36 heures qui vont révolutionner les difficultés de fond de notre système scolaire". Il regrette notamment que le chef de l'Etat "refuse d'ouvrir des sujets tels que l'intervention d'enseignants spécialisés" dans l'accompagnement des enfants en grande difficulté au primaire, qui existe, certes, mais de manière trop réduite selon lui.

Quant au lycée professionnel, le président a dit "vouloir désormais engager la réforme" annoncée depuis sa campagne présidentielle, avant de préciser qu'il souhaitait "accélérer" avec un projet de loi d'ici à l'été.



PAYS :France
SURFACE :98 %
PERIODICITE :Quotidien



► 18 avril 2023 - Edition Fil Gen

Mais là encore, cette réforme, qui a donné lieu à des concertations houleuses avec les syndicats entre septembre et janvier, est loin de remporter leur adhésion. Pour Sigrid Gérardin, à la tête du syndicat Snuep-FSU, "un passage par un projet de loi est le risque d'une transformation majeure de la voie professionnelle".

Afp le 18 avr. 23 à 14 48.

